

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

ÉFAI – 020775 – AFR 34/033/02

Action complémentaire sur l'AU 194/02 (AFR 34/008/02 du 25 juin 2002) et suivantes (AFR 34/010/02 du 1^{er} août 2002 ; AFR 34/013/02 du 30 août 2002 ; AFR 34/018/02 du 26 septembre 2002 et AFR 34/021/02 du 28 octobre 2002)

Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / CRAINTES DE TORTURE OU DE MAUVAIS TRAITEMENTS / DÉTENTION AU SECRET / PRÉOCCUPATIONS POUR LA SANTÉ

LIBÉRIA

Hassan Bility (h), journaliste et défenseur des droits humains
Mohammad Kamara (h)
Ansumana Kamara (h)
Sheikh K.M. Sackor (h), défenseur des droits humains

Londres, le 10 décembre 2002

Le 7 décembre dernier, après plusieurs mois de pressions nationales et internationales, Hassan Bility a été libéré par le gouvernement libérien et remis à des représentants de l'ambassade des États-Unis. Il a été conduit hors du pays par avion, vers une destination qui n'a pas encore été révélée. Reginald Goodridge, ministre libérien de l'Information, de la Culture et du Tourisme, a déclaré que les États-Unis étaient libres d'emmener d'autres personnes qui étaient détenues avec Hassan Bility, y compris Sheikh K.M. Sackor.

Sheikh K.M. Sackor a été maintenu en détention au secret ; Mohammad Kamara et Ansumana Kamara, pour leur part, sont toujours détenus sans inculpation. Le 28 octobre, le gouvernement avait annoncé que s'ils acceptaient de respecter certaines conditions, ces hommes seraient remis en liberté ; ils sont néanmoins restés derrière les barreaux. Ces conditions n'ont pas été rendues publiques, mais les détenus ont été avertis qu'ils risquaient d'être de nouveau arrêtés et placés en détention s'ils refusaient de s'y plier. Sheikh K.M. Sackor est privé de liberté depuis cinq mois déjà, tandis que Mohammad Kamara et Ansumana Kamara le sont depuis six mois. Ces hommes, de même que Hassan Bility, se sont vu reprocher de soutenir le *Liberians United for Reconciliation and Democracy* (LURD, Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie), un groupe d'opposition armé.

Le 21 novembre, John W. Blaney, ambassadeur des États-Unis au Libéria, a appelé les autorités libériennes à relâcher Hassan Bility et Sheikh K.M. Sackor, soulignant que leur détention constituait une violation des normes internationales relatives aux droits humains et à la protection juridique, et qu'il allait à l'encontre des principes fondamentaux du droit libérien.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

– dites-vous satisfait d'avoir appris la remise en liberté de Hassan Bility, qui était détenu sans inculpation ni jugement depuis le 24 juin 2002 ;

– soulignez que les autorités n'ont toujours pas inculpé Sheikh K.M. Sackor, Mohammad Kamara et Ansumana Kamara d'une quelconque infraction, pas plus qu'elles ne les ont traduits devant un tribunal compétent, indépendant et impartial, conformément aux normes internationales d'équité des procès ; faites également remarquer qu'il semble n'exister aucun élément de preuve indiquant que ces hommes ont commis une infraction pénale prévue par la loi ;

– rappelez au gouvernement libérien qu'il s'est engagé, le 28 octobre dernier, à libérer également Sheikh K.M. Sackor, Mohammad Kamara et Ansumana Kamara ;

– demandez instamment aux autorités de libérer sur-le-champ et sans condition Sheikh K.M. Sackor, Mohammad Kamara et Ansumana Kamara, et ajoutez que la remise en liberté de ces hommes ne doit pas dépendre de l'intervention d'autres gouvernements, ni de leur départ du pays.

APPELS À :

Remarque : Les lignes de fax peuvent s'avérer difficiles à obtenir. Par ailleurs, il n'existe pas de services de télégrammes au Libéria. Merci d'envoyer vos appels exclusivement par courrier postal.

Président de la République :

His Excellency Mr Charles Taylor
Office of the President
Executive Mansion
PO Box 9001, Capitol Hill
Monrovia, Libéria

Formule d'appel : *Dear President Taylor, /* Monsieur le Président de la République,

Ministre de la Défense nationale :

Daniel Chea
Minister of National Defense
Ministry of National Defense
Monrovia, Libéria

Formule d'appel : *Dear Mr Chea, /* Monsieur le Ministre,

Ministre de la Justice :

Counsellor L. Kobo Johnson
Minister of Justice
Ministry of Justice
Ashmun St, PO Box 9006
Monrovia, Libéria

Formule d'appel : *Dear Mr Johnson, /* Monsieur le Ministre,

Copies aux représentants diplomatiques du Libéria dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

APRÈS LE 21 JANVIER 2003, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents
Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : www.efai.org*